

La campagne présidentielle est lancée et s'annonce particulièrement chaotique

RD Congo Le retour, à Kinshasa, du candidat Jean-Pierre Bemba a été marqué par un premier face-à-face avec le pouvoir.

Le jet privé affrété par l'ancien vice-président congolais Jean-Pierre Bemba s'est posé sur le tarmac de l'aéroport de N'djili dans la grande banlieue de Kinshasa, sur le coup de 9 h 30, ce mercredi matin.

Après plus de onze ans loin du pays, en raison d'une condamnation pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité devant la Cour pénale internationale (CPI) avant d'être acquitté le 7 juin dernier, le "chairman", comme le surnomment ses supporters, pouvait enfin rentrer au pays.

L'homme, toujours sénateur, rentre pour déposer sa candidature à la magistrature suprême. Un retour que ses partisans voulaient saluer par une mobilisation populaire. C'est que les Kinois s'y entendent pour saluer le retour de leurs leaders. En juin 2016, quand le vieux leader Etienne Tshisekedi était revenu au pays après deux ans d'éloignement pour cause de soins à Bruxelles, ils étaient des centaines de milliers, voire des millions sur les boulevards qui vont de l'aéroport vers le centre-ville.

Mais dès qu'il a posé le pied sur le tarmac, Jean-Pierre Bemba et les siens ont vite compris que le pouvoir de Joseph Kabila n'entendait pas le laisser fêter ce retour à sa guise. La foule compacte qui avait attendu le retour du "sphinx" Tshisekedi avait donné des sueurs froides au pouvoir impopulaire d'un Joseph Kabila, hors mandat depuis décembre 2016. Pas question de répéter la même erreur et de prendre le risque de voir une foule de plusieurs centaines de milliers de personnes "descendre" sur le centre-ville.

Dès sa sortie d'avion, le protocole d'Etat et les forces de l'ordre préviennent l'équipe de Bemba: "Pas question de bain de foule". Le cortège des véhicules escortant Jean-Pierre Bemba ne pourra pas rouler à moins de 40 km/h "sinon la police nationale sera obligée de faire usage des gaz lacrymogènes ou tout autre outil à sa disposition pour disperser la population", écrit Eve Bazaiba, la secrétaire générale du Mouvement de libération du Congo (MLC), l'ancien mouvement rebelle de Jean-Pierre Bemba reconverti en parti politique. La tension est palpable. "Par ce communiqué, M^{me} Bazaiba tente d'alerter la communauté internationale", explique un membre du parti. Le communiqué fait aussi état du fait que l'ancien vice-président ne pourra pas séjourner dans sa résidence du quartier de la Gombe pour des raisons de sécurité. "Le président Kabila ne veut pas avoir Bemba comme voisin, ne fût-ce que pour une nuit", poursuit le membre du MLC. La résidence de la famille Bemba est en effet située à un jet de pierre du palais présidentiel.

Trois heures d'attente

Les palabres vont durer près de trois heures avant que le cortège ne puisse se mettre en route. Entre-temps, la foule qui se faisait encore relativement discrète en début de matinée s'est muée en une marée humaine qui interdit au convoi d'avancer et transforme ce retour en une démonstration de force. Des lacrymogènes seront tirés, des coups de feu entendus. Certaines sources font état de deux blessés légers. Le convoi quittera la route principale pour foncer sur le QG du MLC un peu à l'écart du centre-ville, non loin du stade des Martyrs, "à la demande de Jean-Pierre Bemba, qui craignait pour sa sécurité", selon le général Kasongo, chef de la police de Kinshasa qui confirme l'interdiction faite au candidat de séjourner dans la résidence familiale.

Les scènes du jour étaient prévisibles à Kinshasa, capitale frondeuse s'il en est. En 2006, avant le premier tour de la présidentielle, Bemba, déjà candidat, avait fendu, à pied, en compagnie de son épouse, une foule de plusieurs millions de personnes sur plusieurs kilomètres.

Katumbi de retour vendredi

La présidentielle, annoncée pour le 23 décembre prochain, simultanément à un scrutin législatif national et provincial, est lancée par ce retour fracassant. Et la "Kabilie" n'en a pas fini cette semaine avec le retour des "enfants prodiges". Ce vendredi, ce sera Moïse Katumbi, l'ex-gouverneur du Katanga, ennemi juré de Joseph Kabila, qui fera son retour au pays. Ses supporters ont annoncé ce mercredi qu'il est attendu sur le coup de 9 heures sur l'aéroport de Luano, à Lubumbashi. Ici aussi, la tension est palpable. Depuis qu'il a rompu avec la majorité présidentielle, Katumbi est devenu son pire cauchemar. La justice congolaise a multiplié les dossiers contre lui. L'homme a notamment été condamné à trois ans de prison dans une improbable histoire de spoliation immobilière qui date du début des années 70, alors que le futur candidat, aujourd'hui âgé de 53 ans, n'avait guère plus de 11 ou 12 ans. Katumbi, qui vit depuis plus de deux ans en exil, est en appel de cette décision.

En décembre 2014, lors d'un précédent retour à Lubumbashi, après une absence de quelques semaines, les Lushois s'étaient mobilisés en nombre pour saluer son retour. Le centre-ville de la capitale cuprifère avait littéralement été pris d'assaut par une foule compacte de plusieurs centaines de milliers de personnes. Le ministre congolais de la Justice, Alexis Thambwe, n'en démord pas, soutenu par le patron des services

des renseignements, Kalev Mutond, si Katumbi met un pied sur le sol national, il sera arrêté. Un bras de fer qui préfigure des moments de tension exacerbés dans les tout prochains jours.

Kabila va présenter son plan à ses voisins

Le président Joseph Kabila marche sur des œufs. Il sait qu'il est épié de toutes parts. La Constitution lui interdit de se représenter pour un troisième mandat et, alors que les bureaux d'inscription pour la présidentielle fermeront le 8 août en fin de journée, il n'a toujours pas annoncé ses intentions, se contentant d'affirmer qu'il respectera la Constitution qu'il a lui-même promulguée en 2006. La communauté internationale et ses voisins (neuf Etats!) l'enjoignent de ne pas se représenter.

Après avoir repoussé, à la dernière minute, plusieurs rencontres avec ses homologues de la région, il semble décidé à se rendre dans les prochaines heures en Angola, un pays clé dans la région. "Il est attendu demain", dit-on, laconiquement, à Luanda où les dernières esquives du Congolais n'ont pas amélioré son crédit.

S'il entame cette mini-tournée qui doit l'emmener en Afrique du Sud et au Congo-Brazzaville, c'est qu'il a un plan et donc un dauphin à leur proposer. Le nom d'Olive Kabila, son épouse, est largement cité. Des affiches à sa gloire sont apparues ces derniers jours sur certaines artères de la capitale, de quoi donner du poids à cette piste qui ne devrait guère rassurer des voisins qui craignent comme la peste une explosion de violence en RDC.

Hubert Leclercq